2 Les mouvements sociaux haussent le ton! | 3 **Le féminisme ? Plus actuel que jamais !** | 4 L'urgence d'une transition énergétique

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec depuis 1974 > Volume 39, Numéro 3 > Mars 2012 > www.droitdeparole.org

Plus de 100 000 étudiants en grève... La promesse d'un printemps *chaud* !

PAUL ÉMILE AUGER

Le 1er mars, quelque 8000 étudiantes et étudiants se sont retrouvés devant le parlement pour dénoncer les frais de scolarité de 350$ par année pour les 5 prochaines années.

À chaque jour, de nouveaux votes se prennent et de nouvelles associations étudiantes se joignent à la grève. Le mouvement devrait culminer le 22 mars lors d'un rassemblement national à Montréal.

La grenouille et le bœuf : une fable urbaine toujours actuelle

À lire en page 5

DESSIN MARC BOUTIN

Les mouvements sociaux haussent le ton !

Le 16 février dernier, près d'un millier de personnes bloquaient les entrées de la tour de la Bourse de Montréal. De Québec à Chateauguay, de la région de Lanaudière à la métropole, elles sont venues porter un message clair au gouvernement.

Nathalie Côté

« On a fait des mémoires, on a eu des rencontres, mais le gouvernement fait toujours la sourde oreille. On a donc décidé de bloquer le 1% de la richesse que le gouvernement ne veut pas redistribuer. On a décidé de bloquer le cœur de l'activité économique : la Bourse », résumait Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec devant les manifestantes et les manifestants venus rappeler au gouvernement que ses choix des dernières années vont appauvrir la population québécoise.

L'accès à la tour de la Bourse a été interrompu pendant une partie de la journée, paralysant le symbole (et lieu) par excellence du capitalisme financier et de ses dérives. C'est une action historique pour les mouvements populaire, syndicale et étudiant unis sous la bannière de la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics qui se bat depuis le budget de 2010 pour la défense du filet social québécois. La coalition demande le retrait de la taxe santé qui est en 2012 de 200 $ par adulte, le retrait des hausses annoncées des tarifs d'hydroélectricité et le retrait de la hausse des frais de scolarité.

Actions à Québec

Dans la région de Québec, les groupes populaires, féministes, syndicaux et étudiants poursuivent leur travail de concertation au sein de la Coalition de Québec et Chaudières-Appalaches opposée à la privatisation et à la tarification des services publics. Ils appuient les étudiants actuellement en grève. Pour eux : « L'accessibilité (à l'éducation) s'avère un maillon essentiel afin de soutenir le développement des sociétés et des individus et sert de fondement pour bâtir une société éclairée et épanouie ». Les membres dénoncent les choix récents du gouvernement libéral : « Nous rejetons le discours gouvernemental qui prétend que des compressions budgétaires et une tarification accrue n'ont pas d'impact sur les services à la population étudiante et sur l'accessibilité de façon générale ».

Les membres de la coalition de Québec ont d'ailleurs participé à la manifestation du 1er mars dernier devant le parlement pendant laquelle une centaine de militants ont exprimé leur désaccord avec la hausse des frais de scolarité. « C'est la priorité de l'année et on va continuer à appuyer les étudiants s'il y a d'autres actions » assure Anne-Valérie Lemieux-Breton, porte-parole de la coalition. Elle annonce que d'autres actions sont aussi à venir à Québec : « Sur la taxe-santé, il y aura un «geste de visibilité » au moment où les gens font leurs rapports d'impôt. Il y a des gens qui ne sont même pas au courant qu'ils la paient cette taxe ! »

PHOTO PIERRE OUIMET

Manifestants devant la tour de la Bourse de Montréal le 16 février dernier tenant une longue bannière rouge encerclant les bâtiments. En plus des quatre arrestations, plusieurs manifestants ont reçu des dizaines de coups de matraques et des gaz lacrymogènes lancés dans la foule par une escouade antiémeute décidée à libérer l'accès à la Bourse avant la fin de la journée.

LETTRE DES LECTEURS Écrivez-nous, cette section est pour vous

L'îlot Irving : surtout, ne pas abandonner

Impliqué depuis les déLe débat sur le projet de développement de l'îlot Irving avant et après le référendum a soulevé bien des passions. Après-coup, on peut croire que tout est allé un peu vite et que le débat n'était pas terminé lors de la tenue du référendum. En effet, des éléments de contestation du projet semblent ne pas avoir reçu de réponse avant le vote des citoyens.

Le projet tel que présenté par GM Développement et la Ville comportait plusieurs éléments très positifs, comme le principe de densification du centre-ville et par conséquent de lutte à l'étalement urbain, la mixité sociale en faisant une place importante réservée à une coop d'habitation, le stationnement souterrain avec des emplacements réservés à l'autopartage, le toit vert.

Le déroulement des événements a montré certaines lacunes. La prise de position de la ville très ouvertement pour le oui, alors que celle-ci doit être là pour satisfaire l'ensemble des citoyens, ce qui nécessitait un devoir de réserve dans les circonstances. Le maire qui crée une rivalité intergénérationnelle qui, en plus d'être peu fondée, est contre-productive. Les menaces du maire d'abandonner le projet dans le but de punir ou de se venger des gens qui ont dit non à « son » plan de développement.

Plutôt que de tout abandonner, la Ville et le promoteur devraient laisser retomber la poussière et reprendre le travail en cherchant à harmoniser les positions de chacun. Par exemple, n'est-il pas possible d'enlever un ou quelques étages tout en restant rentable? La localisation des appartements de la coop mérite d'être discutée davantage.

Pour ce qui est de la création de zones franches où la consultation populaire ne serait plus permise, nous croyons que ce n'est pas là une bonne idée et qu'il vaut mieux conserver la plus large démocratie possible. Comme toujours, lors d'un échec, il faut voir comment s'en inspirer pour s'améliorer.

Pascal Grenier, président
Groupe de simplicité volontaire de Québec

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » (Victor Hugo)

Joseph Caillaux, ministre français des Finances sous la Troisième République, déclara en mars 1909 devant l'Assemblée nationale, lors de la création de l'impôt sur le revenu : « Bien sûr, les riches ont la capacité de supporter des impôts plus lourds, mais les pauvres sont tellement plus nombreux...! » Vous vous demandez quel rapport avec l'aide sociale? Une personne est venue me voir récemment et m'a demandé : « Est-ce normal que l'optométriste me demande 10 $ pour un examen de la vue, alors que j'y ai droit sur mon carnet de réclamation ? » Le salaire moyen d'un optométriste, rappelons-le, est de 7 917 $ par mois.
Une autre s'est fait dire par son dentiste qu'il ne prenait plus de personnes assistées sociales, probablement parce qu'il doit trouver que la Régie de l'assurance maladie du Québec ne donne pas assez. En passant, le salaire moyen d'un dentiste est de 14 167 $ par mois. Une personne sur le programme d'aide sociale reçoit mensuellement 589 $ (prestation de base).
Si vous avez déjà subi des situations analogues, faites-le-moi savoir. « Pauvreté n'est pas vice. Parbleu! Un vice est agréable », disait l'écrivain français Paul Léautaud.

Christian Loupret
Association pour la défense des droits sociaux du Québec-Métro

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs.

Droit de parole bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2e classe
N° 40012747

Tirage : 17 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Équipe du journal :
les AmiEs de la Terre de Québec, Simon-Pierre Beaudet, Marc Boutin, François Couillard, Monique Dupont, Simon M. Leclerc, Michaël Lessard, Pierre Mouterde, Renaud Pilote, Francine Bordeleau, Gilles Simard.

Collaborations spéciales :
Richard Amiot, Laurence Morin, Estelle Richard.

Coordination : Nathalie Côté
Photos : Paul-Émile Auger, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Pierre Ouimet.
Webmestre : Michaël Lessard
Imprimeur : Payette et Simms inc.

Tirage certifié CMECQ

La lutte des étudiants, c'est la lutte de tous et toutes

Par Pierre Mouterde

Les étudiants, ils sont cent-trente-cinq mille à être en grève aujourd'hui dans tout le Québec. Et beaucoup les regardent encore avec un brin d'amusement ou de cynisme, comme s'il ne s'agissait que des excès d'une jeunesse dont il fallait bien s'accommoder des inévitables débordements, fermeture du pont Jacques-Cartier en prime. Après tout, qu'est-ce que 325 $ de plus par année, même pendant 5 ans ? Et quand on se compare à nos plus proches voisins (les États-Unis, l'Ontario), on se trouve malgré tout « pas si pire ». De quoi avoir tout pour se consoler et attendre au plus vite la fin de l'hiver.

Pourtant, qu'on le veuille ou non, cette grève représente quelque chose d'essentiel. En ce début de 2012, la lutte des étudiants, c'est la lutte de tous et toutes. Et le fait qu'elle soit victorieuse ou non pèsera nécessairement lourd dans la suite des événements.

On ne le dira jamais assez : en luttant pour un gel des frais de scolarité, les étudiants font beaucoup plus que défendre leurs propres intérêts d'étudiants, en proie qu'ils sont à l'endettement ou à la discrimination. Ils s'attaquent à une pièce clef d'un plan d'ensemble, un plan qui vise non seulement à démolir l'idée de services publics gratuits, mais encore à faire assumer le coût de ce virage au monde ordinaire, et rien qu'au monde ordinaire.

Le dernier budget Bachand du gouvernement libéral n'en est que l'expression la plus manifeste avec sa taxe-santé régressive, ses hausses de la TVQ et d'électricité, ses cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et ses hausses de frais de scolarité...

Dans les années 60 et 70, à la faveur de la révolution tranquille, de larges secteurs de la population ont pu avoir accès à de meilleures conditions de vie, grâce notamment à la santé et l'éducation gratuites (ou presque gratuites), au bien-être social, à l'assurance-chômage, au salaire minimum, etc.; des acquis que tous à l'époque ont loués, signe même des progrès que le Québec pouvait connaître.

Et aujourd'hui, alors qu'on est devenu une société bien plus riche qu'il y a 40 ans (tous les experts le reconnaissent !), c'est justement ces meilleurs conditions de vie que l'on s'emploie à détruire : en rognant peu à peu – à la faveur d'une sorte de contre-révolution tranquille – tous ces acquis, les uns à la suite des autres, en s'acharnant au passage à faire de l'éducation une simple marchandise qu'on achète et qu'on vend.

Et la tentative n'est pas que québécoise. On la retrouve à l'œuvre aujourd'hui partout dans le monde, avec toujours les mêmes arguments (c'est la crise, nous sommes endettés, ces services nous coutent trop chers, etc.) ; et avec trop souvent ces mêmes acceptations passives de la part des directions des mouvements sociaux traditionnels, gagnées par le défaitisme ou la résignation.

Comme si on ne voyait pas (ou plus), pendant ce temps, de formidables richesses s'accumuler dans les mains d'une toute petite minorité. Comme si le 1% avait réussi à imposer ses propres vues aux 99 autres %. Et qu'il ne valait plus la peine de tenter de relever la tête, ne serait-ce que pour s'en indigner !

C'est là l'intérêt de cette grève, la promesse qu'elle porte en elle : les étudiants, non seulement nous rappellent tout ce que ces mesures ont d'injuste et d'arbitraire, mais encore nous montrent qu'en s'organisant ensemble, en osant descendre dans la rue et faire grève, on peut changer le cours des choses et faire plier un gouvernement. Tout au moins se donner le moyen de le faire.

Encore faut-il que les étudiants reçoivent l'appui et le soutien que leur lutte mérite tant.

Saurons-nous être à leurs côtés, partager leur audace et leur détermination et transformer cette fin d'hiver en un printemps festif et victorieux?

Pendant la manifestation le 1er mars devant le parlement .
PHOTO PIERRE MOUTERDE

Le féminisme ? Plus actuel que jamais !

À chaque année le 8 mars est l'occasion de se rassembler et de mettre sur la scène publique les revendications féministes. C'est aussi le moment de faire le point sur le chemin qui reste à parcourir pour une égalité véritable entre les hommes et les femmes.

Le thème de cette année «Des raisons de s'indigner. Le féminisme ? Plus actuel que jamais» nous rappelle combien le mouvement, les luttes et l'analyse féministe sont encore pertinents. Malgré ce que le discours dominant veut nous faire croire, l'égalité de fait est loin d'être atteinte. Pire encore, la droite économique et politique ralentissent sa progression par de nombreuses attaques. Plus que jamais nous devons rester unies et alertes!

«Comment se peut-il, après plus de 100 ans de luttes pour l'égalité, que les femmes soient encore plus pauvres que les hommes? Que les femmes ne soient pas toutes en sécurité, et même dans leur demeure? Que le droit à l'avortement soit encore mis en question?... Vraiment, les femmes ont bien des raisons de s'indigner!» déclare Jessica Massé, membre de la Coalition et militante à ROSE du Nord.

Des raisons de s'indigner

Force est de constater que les droits des femmes et l'égalité sont menacés. Par exemple, dans la Ville de Québec, plus d'une femme sur 7 vit sous le seuil de faible revenu (contre un homme sur 8) et le revenu total moyen des femmes de la région équivaut à 66,9 % de celui des hommes, comme le révélait un portrait socio-économique régional. En 2009, 14 907 actes de violence conjugale ont été commis contre des femmes, un nombre encore croissant selon la Sécurité publique du Québec. À plusieurs reprises, les députés fédéraux ont mis de l'avant des projets de loi visant à donner des droits au fœtus, menaçant ainsi le droit des femmes à disposer de leur propre corps.

Les féministes dénoncent ces reculs aussi présents dans les sphères démocratiques, médiatiques et économiques que dans la vie privée. Les féministes sont aussi bien résolues à unir leurs voix et leur détermination afin de faire avancer leurs droits, l'équité et la justice sociale, afin d'améliorer le monde dans lequel nous vivons. C'est ce qu'affirme Ariane Gauthier-Tremblay du Centre ressources pour femmes de Beauport : «C'est grâce au féminisme que comme femmes on a pu faire de grands pas dans nos droits et dans notre participation à la société. Le 8 mars, c'est ce qu'on célèbre. Oui, je suis féministe et assurée que ce mouvement est plus actuel que jamais pour construire ensemble un monde d'égalité!»

Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes

Qui sommes nous? :
La Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes a été fondée en 1994 et a pour mission d'organiser les activités entourant la Journée internationale des femmes et de mettre en œuvre le plan d'action de la Marche mondiale des femmes. Elle allie des femmes, des groupes de femmes et des comités de condition féminine des syndicats de la région de Québec.

L'urgence d'une transition énergétique

La question de la stratégie énergétique, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde, est d'une importance cruciale : sans énergie, pas moyen de se déplacer, de se chauffer, de s'éclairer, de produire, de vivre, quoi !

Par Laurence Morin et Estelle Richard
Les AmiEs de la Terre de Québec

Ainsi que le rappelle le La consommation énergétique des populations occidentales est problématique. Elle est la cause première du réchauffement climatique, de la diminution constante et alarmante des réserves de carburants fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel, etc.), et pousse nos dirigeants vers la recherche d'autres sources d'énergie. Bien que la communauté scientifique sonne l'alarme depuis des années, ceux-ci continuent à favoriser l'exploration du territoire pour extraire des ressources de plus en plus difficiles d'atteinte et dont les coûts environnementaux et économiques ne cessent d'augmenter. Étant donné ces constats, il est primordial de s'interroger sur la stratégie énergétique du Québec.

La dépendance mondiale au pétrole est telle qu'il faut d'abord se pencher sur cet aspect quand on aborde la question du dossier énergétique. Cette ressource est non renouvelable, et malgré les efforts des compagnies et des gouvernements pour trouver de nouveaux gisements, force est de constater qu'un jour viendra où il n'y aura plus de pétrole. Si on se fie à la théorie du pic pétrolier, 2015 serait l'année correspondant à l'apogée de l'exploitation pétrolière « à faible coût ». S'ensuivra une phase de diminution de la ressource, puis une hausse des coûts d'exploitation due à cette rareté et à la quantité d'énergie requise pour l'exploiter. Au Canada, l'industrie des sables bitumineux est un bel exemple d'exploitation forcée et hautement polluante de la ressource. Le pétrole coûte cher à aller chercher et s'avère de piètre qualité, ce que Rob Hopkins, auteur du Manuel de Transition (Écosociété, 2008), illustre de la façon suivante : tenter d'extraire la bière du tapis d'un bar.

Maîtres chez nous?

Le hic, c'est que la politique énergétique québécoise est en grande partie dictée par des multinationales qui cherchent à exploiter nos ressources. Dans certains cas, elles se permettent d'exproprier des citoyens pour profiter des gaz de schiste, dans d'autres, elles font venir de la main-d'œuvre bon marché (fly-in/fly-out), ce qui, en plus de contribuer à l'émission de gaz à effet de serre, ne crée pas d'emploi pour la population locale. La question des redevances versées (ou pas!) au Québec est aussi un enjeu de taille, malgré la logique capitaliste qui sous-tend cet argument.

Plusieurs solutions peuvent être envisagées pour diminuer notre dépendance à l'or noir, entre autres, la production de négaWatts. Ce concept popularisé par la Compagnie des négaWatts, formée d'experts français de l'énergie, renvoie à l'économie d'énergie comme solution de remplacement à la production d'énergie. Selon ces experts, la démarche s'applique en trois temps, soit la sobriété, l'efficacité et le recours aux énergies renouvelables. Parmi nos différents usages de l'énergie, on détermine les plus utiles. Les moins utiles sont restreints tandis que les nuisibles sont supprimés. Il s'agit donc d'une remise en question de nos besoins qui se concrétise dans nos actions autant individuelles que collectives. Quant aux énergies renouvelables, elles proviennent de flux ou de cycles, et non de stocks. L'énergie solaire et l'énergie éolienne en sont des exemples. Il est toutefois souhaitable de diversifier et de combiner les sources d'énergie en fonction des besoins.

En somme, les ressources naturelles que les humains surexploitent actuellement sont, pour la plupart, non renouvelables. La consommation mondiale d'énergie ne cesse de croître, et la volonté de nos dirigeants pour trouver des solutions de remplacement aux carburants fossiles est loin d'être suffisante. C'est pourquoi, en tant que citoyens et habitants de la Terre, nous nous devons de remettre en question la stratégie énergétique et de revoir nos propres habitudes de consommation. C'est une question de justice sociale et de solidarité.

La pratique de l'action communautaire

Par Richard Amiot

Troisième édition revue et augmentée d'un ouvrage paru en 1996, *La pratique de l'action communautaire* (PUQ, 2011) s'adresse aux milieux académiques, mais intéressera tous les praticiens de l'intervention sociale. L'ouvrage dirigé par Jocelyne Lavoie et Jean Panet-Raymond met à jour les connaissances et le contexte historique de l'action communautaire, vue ici davantage sous l'angle institutionnel.

«L'action communautaire propose une conception de l'organisation sociale fondée sur des valeurs de justice sociale, de solidarité, de démocratie participative, d'autonomie et de respect», résume l'éditeur. Il dit également : «Une partie consacrée aux moyens techniques actualise l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication notamment dans les chapitres portant sur les moyens de pression.»

Les auteurs se sont adjoints de nouveaux collaborateurs, alors que d'autres ont quitté l'équipe originale, dont notamment Henri Lamoureux, connu pour ses publications sur l'action communautaire autonome.

Jocelyne Lavoie et Jean Panet-Raymond. *La pratique de l'action communautaire*. Presses de l'Université du Québec, Montréal, 2011, 438 pages.– 39,00$

Droit de parole Adhésion ou abonnement

Nom *(personne responsable)* :
Adresse :
Téléphone : Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement postal individuel
15$
Abonnement de groupe *(minimum de 5; livraison du journal au local de l'organisme)*
75$
Abonnement institutionnel *(par la poste)*
25$
Adhésion individuelle
10$
Adhésion institutionnelle
25$

LES MEMBRES PROFITENT D'UN RABAIS AVEC LEUR ADHÉSION

Abonnement et adhésion *(individus)*
20$
Abonnement et adhésion institutionnel *(organismes)*
30$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
(418) 648-8043 | info@droitdeparole.org | www.droitdeparole.org

LABEAUME BLÂME LES «VIEUX MILITANTS»

Le paradigme de la grenouille

Pour sa défaite au référendum de l'Îlot Irving, M. Labeaume a mis le blâme sur « les vieux militants décrochés »
Difficile de ne pas répliquer !

Par Marc Boutin

Monsieur Labeaume blâme les « vieux militants » pour sa défaite à l'Îlot Irving. Il a peut-être raison, mais n'est-il pas préférable d'être vieux et de militer pour la bonne cause, que d'être dans la force de l'âge et de collaborer avec la droite financière et ultra-réactionnaire ? Monsieur le maire, le temps fuit ! Il est préférable, au déclin de l'âge, d'être « qualifié » de vieux militant, que de devoir faire face à un « vieux collabo » dans son miroir.

Selon le maire, les militants de l'Îlot Irving seraient non seulement vieux, mais également « décrochés des nouveaux paradigmes de notre société ». Qu'en est-il de ces soi-disant nouveaux paradigmes ? Réglons d'abord le cas du mot « paradigme » : selon le Petit Robert, paradigme relève de la linguistique et se définit comme suit : exemple ou modèle pour une conjugaison. Transposé dans le domaine de l'aménagement d'une ville, on peut parler, sans trop errer, d'un « modèle de développement urbain ». Or, qu'en est-il du modèle de développement que l'administration Labeaume met de l'avant pour Québec?

Au tout début de sa carrière politique, notre maire s'est proclamé grand pourfendeur de l'étalement urbain. Et, pour combattre l'étalement, quoi de mieux (selon lui) que de « créer de la densité » en commençant par le centre-ville. Comment y arriver ? Un voyage à Chicago fut déterminant pour en arriver à une équation simpliste : les gratte-ciel créent de la densité et, en prime, amènent de la prospérité. Qui plus est, toujours selon Labeaume, ils sont à la mode.

Pourtant, à la réflexion, il y aurait lieu de déchanter. Se pourrait-il, contrairement aux idées reçues, que les gratte-ciel soient des causes d'étalement ? Certes, un gratte-ciel densifie le lot sur lequel il est construit, soit à titre démographique, soit en tant que surface à louer. Mais à l'échelle d'une l'agglomération ?

Ici, il faut se rappeler que tout gratte-ciel est obligatoirement relié à son stationnement souterrain et de là, à une banlieue-dortoir, un centre commercial, un campus, etc. Ce lien avec l'agglomération se fait avec son cortège d'autoroutes, de stationnements géants et de « power center », outre de s'accompagner d'un cycle infernal et non-productif : le cycle de l'auto-boulo-auto-cado-auto-dodo. Autrement dit, les dépenses publiques qu'entraînent la mise en place et l'entretien des infrastructures reliées à ce genre de vie - des sommes colossales - ne sont jamais prises en compte dans les déclarations à l'emporte-pièce du maire.

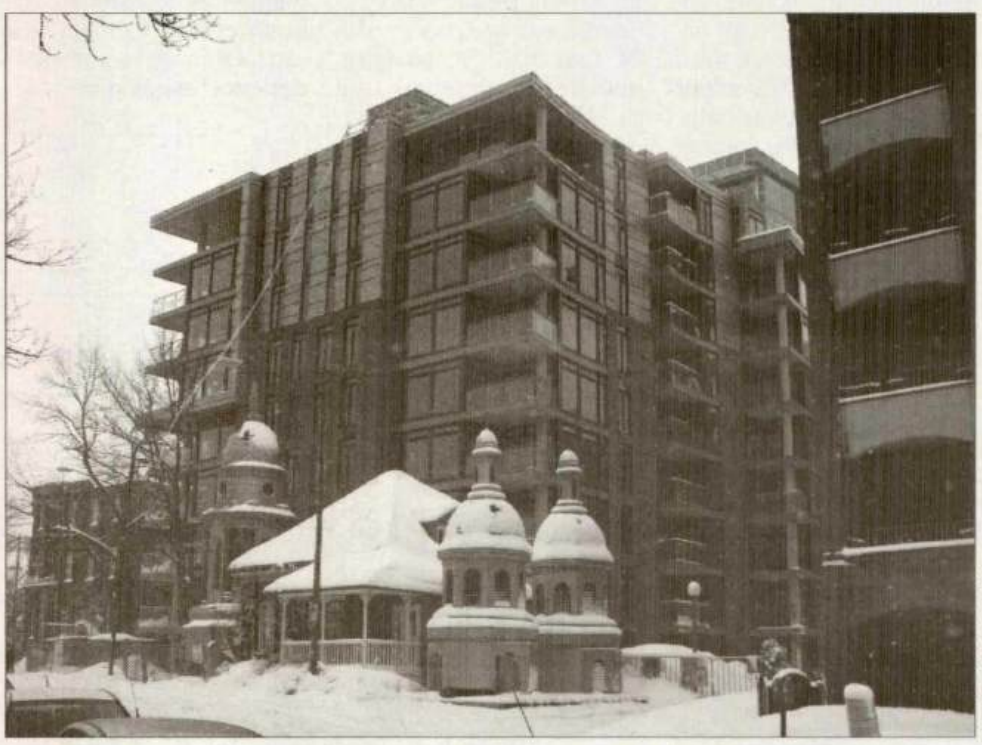
Adieu donc densité et prospérité ! L'étalement - et la lointaine banlieue - siphonnent les dépenses publiques encore bien plus que nos systèmes publics de santé, de sécurité sociale et d'éducation réunis. Plus on habite loin du centre-ville, plus on vit aux dépens de l'État. En fait, le dicton suivant pourrait fort bien illustrer ce modèle de développement du maire... Ainsi, *qui veut trop suivre la mode adopte toujours l'avant-dernière mode.*

Cela dit, il n'y a pas que les gratte-ciel. Le maire parle aussi d'un Times Square comme à New-York, d'un amphithéâtre comme à Pittsburg, d'une équipe de la ligue nationale comme à Montréal, d'un TGV comme à Paris, d'un carrousel comme à Bordeaux et j'en passe... De quels fantasmes hériterons-nous quand Labeaume reviendra, tout excité, d'une visite à Disneyland, Doubaï, Shanghai ou Las Vegas ? D'un hôtel de trente étages en forme de harfang des neiges au cœur de Saint-Roch ?

Dans la course aux gratte-ciel, enfin, Québec sera toujours une ville de troisième catégorie. Elle n'a rien à y gagner, sauf de souffrir volontairement de cette ahurissante contradiction qui est de créer de l'étalement tout en disant vouloir le combattre.

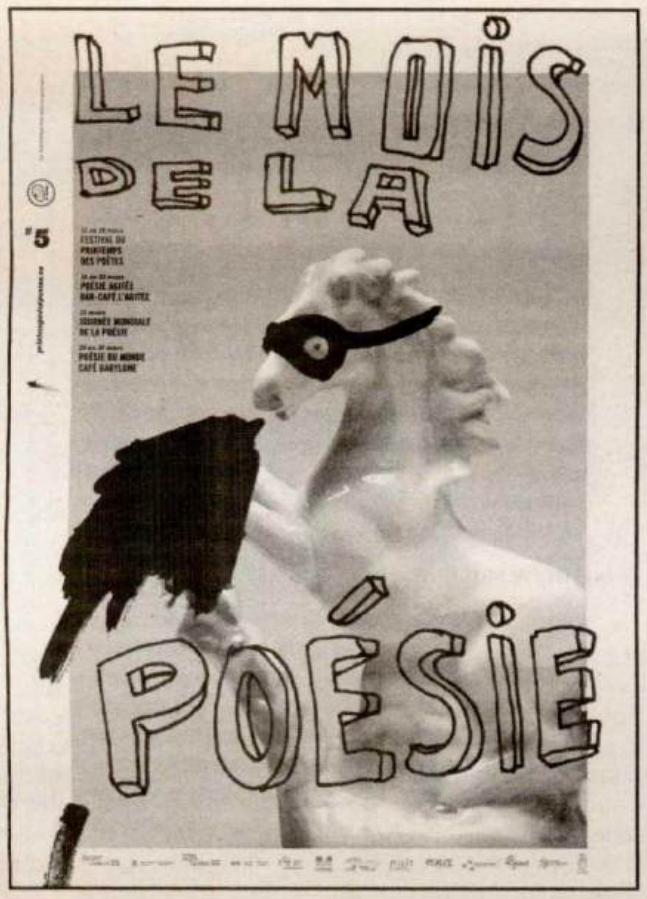
Prenant exemple de la grenouille de Lafontaine, qu'avons-nous à gagner à tant vouloir copier les grosses métropoles, sinon une éclatante insignifiance et ses inexorables conséquences ?

Le mois prochain, deuxième partie du texte portant sur un modèle de développement pouvant faire de Québec une ville de première catégorie : *un modèle qui mise sur l'originalité de la culture*, sur cette langue qui est la nôtre et, surtout, sur la justice spatiale et la qualité de vie.



PHOTOS MARC BOUTIN

DEUX EXEMPLES DE LA « NOUVELLE DENSIFICATION » AU CENTRE-VILLE.
À gauche, sur la rue Claire-Fontaine, un édifice à condos qui a remplacé la chapelle des Franciscaines-de-Marie, dont on aperçoit les clochetons à la traîne sur le trottoir. À droite, une photo (prise de la Grande-Allée) d'un petit gratte-ciel nouvellement construit sur la rue Saint-Amable.



La poésie dans tous ses états

Par Francine Bordeleau

En même temps que l'hiver prend son dernier droit, la parole poétique, qu'elle soit méditative, engagée, enragée, engageante, dérangeante ou déjantée, prend son droit de cité à Québec. Pour cette cinquième année où, sous l'égide du Printemps des Poètes, mars devient le Mois de la poésie, près de 200 artistes d'ici et d'ailleurs, de la relève et établis présentent spectacles littéraires, slams, performances, lectures.

Trois temps forts ponctueront l'événement. Le premier : le Festival du Printemps des Poètes, inscrit sous le signe du décloisonnement des pratiques artistiques, que lancera le spectacle P.O.M.M.E. (pour Poésie Oralité Musique Métal Écrits) conçu par le groupe métal Anonymus avec les poètes Roger Des Roches, Thierry Dimanche, Benoit Jutras, Bertrand Laverdure et Érika Soucy (13-18 mars). Le deuxième : la série « Poésie agitée », axée sur l'alliage poésie-musique et le slam, et dont la programmation est établie avec le bar-café L'AgitéE (19-23 mars). Le troisième : la très interculturelle série « Poésie du monde » au café Babylone (28-31 mars). Pour ces activités, le prix d'entrée varie généralement de 5 à 15 $.

Une foule d'activités gratuites sont également offertes, dans une multitude de lieux : au café Babylone, encore, au musée de la Civilisation, au Tam Tam Café, à La Korrigane, au Studio P, à la bibliothèque Gabrielle-Roy, à Méduse et j'en passe. Tiens Méduse, justement, présente à la mi-mars, pour 12 $ cette fois, deux prestations du truculent Claude Péloquin. Éclectisme, éclectisme...

Re-tiens : le ministère du Patrimoine canadien est l'un des organismes publics qui soutiennent financièrement le Mois de la poésie. Que Dieu, ou plutôt Erato, la mythologique muse des poètes, fasse que Stephen Harper ne le sache pas. C'est qu'il pourrait bien se mettre en frais de couper.

« Illumination » numérique du parc Saint-Roch : à quelles fins ?

Une idée lancée par Dominique Brown, PDG de l'entreprise de jeu vidéo Beenox, est sur le point de voir le jour. Il s'agit d'un mini Times Square sur la Place de l'Université-du-Québec. À qui servira-t-il?

Par François G. Couillard

Le projet se nomme Place Technoculture. Il vise à doter les murs entourant le parc Saint-Roch, situés à proximité de la Place de l'Université-du-Québec, d'écrans géants pour y diffuser, notamment, les réalisations des entreprises technologiques, artistiques et culturelles du quartier. C'est lors du Sommet Actions Saint-Roch en novembre 2011 que le projet voit le jour. Cet évènement rassemble la communauté d'affaires pour échanger sur l'avenir du secteur.

Le 14 décembre dernier, le maire Labeaume annonce devant la Chambre de commerce qu'il donnera bientôt son aval à la réalisation d'un plan d'affaires et au concept final de la Place Technoculture. Le maire l'a confirmé : «C'est parti. Il a l'argent qu'il faut pour faire la recherche et développer. Moi, j'ai le goût de le faire, c'est certain!» La Ville a confirmé, en janvier dernier, une aide de 85 000$ provenant du Fonds de l'innovation pour l'élaboration d'un concept censé mener à un projet-pilote à l'été.

Pas encore de consultation

Bien qu'on mentionne que les étudiants et les artistes seront mis à contribution, il semble bien que ceux-ci n'ont pas encore été consultés. «On n'est souvent placé devant des faits accomplis. On est pas en mode concertation» affirme Louis H. Campagna, président du Conseil de quartier de Saint-Roch. «J'ai été informé du projet (de Place Technoculture) en lisant les journaux» affirme M. Campagna. «La Ville est très proche du milieu des gens d'affaires. Leur priorité, c'est pas la démocratie», conclut-il. Selon Richard Martel, directeur du Centre d'art actuel le Lieu, avec ce mini Times square «Ils veulent faire du mobilier urbain. C'est du décoratif, comme le quartier des spectacles à Montréal. C'est le contenu spectaculaire qui intéresse les politiciens.»

Un projet pour l'entreprise privée?

Place Technoculture est taillée sur mesure pour l'entreprise privée. «Ils (les entreprises) veulent garder leurs employés. Ce sont des gens nomades. Ils ont besoin d'un quartier trippant» indique M. Campagna. À cet égard, on peut reprendre les propos que tenait Denis Laforest, directeur général de la Caisse populaire Desjardins du centre-ville de Québec et président d'honneur du Sommet Actions Saint-Roch dans un article publié dans Le Carrefour de Québec du 24 mai 2011: «On désire que des commerces qui se distinguent de ceux des centres commerciaux, soient attirés par cette artère (Saint-Joseph)».

Dominique Brown affirme qu'il n'est pas question de diffuser de la publicité tout en ajoutant que cela «permettra de générer des revenus importants». Jonathan Gendron, relationniste chez Beenox, est ferme sur cette question: «Il y aura un organisme qui va se charger de valider les demandes». L'entreprise ne pourra même pas présenter les démos de ses propres jeux vidéo. Les revenus seront générés via la plateforme web du projet, l'endroit où se trouvera la publicité. Ce projet reste encore à définir. Quand on pense qu'il comprend aussi une cinquantaine de lampadaires lumineux et sonores, les «attracteurs», et une «garderie technologique»...

Michel Yacoub
Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives
Assurance Collective
Assurance Salaire
Assurance Vie
R.E.E.R Collectif
R.E.E.R
505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

ROSE DU NORD
Solidairement engagées
Tu as des questions à l'aide sociale ?
Tu es une femme ?
Tu veux t'impliquer ?
Du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30
Le vendredi de 8h30 à 12h00
177, 71e Rue Est,
Québec (Québec) G1H 1L4
Téléphone : 418.622.2620 / télécopieur : 418.622.2621
Courriel : rosedunord@oricom.ca
418.622.2620

biblioterre

Les AmiEs de la Terre de Québec
www.atquebec.org

Poursuites abusives

L'histoire, hélas, est typique. Un huissier sonne à votre porte. La gifle vous est assenée par personne interposée. Des intérêts privés vous réclament des milliers, voire des millions de dollars, en général sous prétexte de diffamation. Votre crime est d'avoir parlé, dénoncé, agi sur la place publique. Vous voilà victime d'une « poursuite stratégique contre la mobilisation publique », communément appelée SLAPP (Strategic Lawsuit Against Public Participation).

Phénomène contemporain d'intimidation judiciaire, la SLAPP désigne un recours abusif aux tribunaux afin de faire taire les oppositions sociales et politiques par des poursuites aux montants faramineux. En transportant un enjeu politique dans une arène judiciaire ruineuse, cette stratégie réduit les individus au silence et porte gravement atteinte à leur liberté d'expression. Les victimes sont ainsi bâillonnées par un processus judiciaire lourd et inabordable qui peut s'étirer sur des années. Le tribunal se fait alors complice de la violation des droits politiques qu'il a paradoxalement pour mandat de protéger.

Guide de survie anti-SLAPP, cet ouvrage nous initie à ce concept pernicieux, symptomatique d'une justice profondément inéquitable. Normand Landry détaille la mécanique de ces recours en justice, expose leur histoire et fonctionnement, présente les enjeux sociaux, politiques et juridiques qui leur sont associés ainsi que des législations anti-SLAPP adoptées à travers le monde.

Un outil essentiel pour décoder et endiguer cette grave menace qui pèse sur le discours critique et sur l'accès à la justice, maillons indispensables d'une véritable démocratie.

Normand Landry est professeur en communication à la Téluq (Université du Québec). Il a fait des SLAPP le sujet de sa thèse de doctorat à l'Université McGill et a participé à la coalition ayant mené à l'adoption de la loi anti-SLAPP au Québec. En librairie le 13 mars prochain.

Normand Landry
Slapp
Bâillonnement et répression judiciaire du discours politique

Écosociété
212 pages - 25,00 $

Féminicides mexicains

Comment comprendre l'incompréhensible ? Féminicides et impunités se penche sur le cas de Ciudad Juárez, ville mexicaine frontalière de 1,3 millions d'habitants où les maquiladoras emploient la majorité de la population et qui est, depuis 20 ans, le théâtre de violences meutrières croissantes envers les femmes. Si cette ville est un des principaux sites de la guerre des cartels de la drogue, Ciudad Juárez est aussi le lieu emblématique de ce qu'on appelle aujourd'hui le « féminicide ». Depuis 1993, plus d'un millier de femmes ont été tuées et dans plusieurs cas, les cadavres ont été retrouvés dans le désert entourant la ville ou sur des terrains vagues, portant des marques de torture et de sévices sexuels. La plupart de ces crimes sont restés impunis.

Puisque le 8 mars célèbre la journée de la femme, Féminicide et impunité veut rappeler le sort funeste de ces millers de femmes et appelle à la fin de l'impunité. Pas une de plus! (Ni una más) scandent les associations de femmes, alors que l'auteure rappelle aussi que les femmes autochtones subissent un sort comparable au Canada.

Le terme « féminicide » s'est peu à peu imposé comme un concept privilégié pour traiter de cette situation intolérable. Si le féminicide désigne la mort violente d'une femme pour la seule raison qu'elle est une femme, il est surtout inhérent à un État incapable de garantir le respect de la vie des femmes. Car il met en cause la responsabilité de tous les paliers des institutions publiques dont les acteurs contribuent, par leur négligence ou leur immobilisme, à maintenir l'impunité.

Spécialiste du Mexique et de l'économie politique, MARIE FRANCE LABRECQUE est professeure émérite et associée au département d'anthropologie de l'Université Laval. En libraire le 8 mars prochain.

Marie France Labrecque
Féminicides et impunité
Le cas de Ciudad Juárez

Écosociété
212 pages - 25,00 $

Renauderie

Les pawn shops

Aller au pawn shop est rarement un événement heureux. Si on s'y rend comme vendeur, c'est pour se départir, contre quelques cacahouètes, d'un objet qui nous est soit cher, soit compromettant, soit lourd sur la conscience. En tant qu'acheteur, on sentira que ces guitares, ces chaînes stéréo, ces boucles d'oreilles, en plus d'être usagées, ont perdu leur odeur de sainteté, elles sont comme endeuillées, nostalgiques d'un passé plus radieux. Le pawn shop est un peu le purgatoire de la société de consommation : aucun objet ne souhaite s'y retrouver.

Il n'en demeure pas moins que le pawn shop est un négoce féroce. Des deux côtés du comptoir, on craindra l'entourloupe tout en titillant l'aubaine, on démasquera le toc par l'étude des tics de l'autre et on astiquera son stock d'époque pour pousser sa luck. Vous me direz que tout cela est vieux comme le monde, que ce type d'échange remonte à plus de 3000 ans en Chine et était d'usage dans l'empire romain, n'empêche, l'urgence, elle, appartient encore à l'immédiat. À voir leurs enseignes lancer des SOS, on y plongera sans plus attendre, persuadés d'obtenir à l'instant notre content dans cette mer d'argent comptant.

Dans ce monde cruel où l'on ne peut plus compter sur personne, je lève mon chapeau à tous ces pawn shops s'efforçant de maintenir intacte leur réputation, malgré le fait qu'à toute heure, des magouilleurs s'acharnent à leur passer des sapins en plastique volés. Il leur serait si facile de nous maudire tous autant que nous sommes, avec notre pacotille et nos promesses d'ivrognes, mais non, leur moral tient bon et leur bonheur s'étale : les avez-vous vus suspendre fièrement au plafond leurs vélos de montagne ? Avez-vous remarqué le détachement avec lequel ils laissent tous ces enfants piocher sur la batterie en démonstration ? Les avez-vous entendus nous offrir un emballage-cadeau le jour de Noël ? Moi non plus. J'étais trop occupé à me méfier pour rien. Peut-être, je dis bien peut-être, ne nous octroyons-nous pas assez de moments de détente lorsque nous allons au pawn shop.

Ceci dit, je ne conseille à personne de faire du lèche-vitrine devant les pawn shops. Entrez, c'est de loin plus propre à l'intérieur. Le service est jeune et dynamique, la vente est dépressurisée et il y a une collection pas piquée des vers de CD des années 90. Un de mes amis est allé porter une télé non plasma l'autre jour sur Saint-Joseph. Il s'est fait proposer 5 $. Il ne pouvait pas savoir, le pauvre, que les pawn shops savent très bien, eux, que personne n'en voudra. Oubliez Future Shop, l'avenir est aux pawn shops.

RENAUD PILOTE –

Carnet mondain

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur www.reseauforum.org

8 MARS

Pour célébrer la Journée internationale des femmes, la Coalition régionale de la Marche mondiale organise une marche festive et une soirée de solidarité le jeudi 8 mars. La marche mixte partira à 18 h 15 du parvis de l'église Saint-Malo (coin Marie-de-l'Incarnation et Saint-Bernard). Une soirée non mixte commencera à 19 h 30 à la salle des Chevaliers de Colomb (709, rue Kirouac). Entrée gratuite.

9 MARS

Souper causerie et Vendredi de poésie
Un souper-causerie aura lieu quelques heures avant le Vendredi de poésie du Tam Tam Café afin de créer une occasion de rencontre entre les poètes invités de la soirée et le public. Les poètes invités sont Guy Jean, Jean Sioui et Marité villeneuve. Au Tam Tam Café, 421, boul. Langelier, angle boul. Charest Est. Souper à 17 h 30 et soirée de poésie à 20 h.

10 MARS

***Opération VIGILE* du samedi à la Place du peuple souverain**
Une vigile a lieu à Québec, à Montréal, au Mont Saint-Hilaire et à Gatineau. À Québec, cela se passe sur le parvis de l'Assemblée nationale rebaptisé « Place du peuple souverain du Québec » en vertu de l'Opération VIGILE du samedi lancée le 19 février 2011. TOUS les samedis, 14 h.
À Québec, après la vigile, soit vers 16 h, l'activité devient PAROLE citoyenne au restaurant Le Chantauteuil (1001, rue Saint-Jean).Pour en savoir plus, voir la page Opération VIGILE du samedi du site jesignequebec.com.

12 MARS

Jardinage écologique en milieu urbain
Craque-Bitume organise une formation d'une durée de 15 semaines débutant le 12 mars. Cette formation donnée par Meghan Kelly, permacultrice, vise à permettre d'expérimenter des techniques de jardinage peu coûteuses et axées sur la récupération et à rendre le jardinage accessible aux résidants des quartiers centraux afin de lutter contre les îlots de chaleur. Les séances auront lieu les lundis, de 18 h à 21 h, au 798, 12e Rue. Frais d'inscription : 50 $. Pour plus d'info : 418-523-4580.

13 MARS

Le développement minier, qu'en pensez-vous?
À compter du 3 mars, des conversations publiques sur l'avenir du développement minier se dérouleront dans neuf villes du Québec. Cette démarche indépendante est organisée par l'Institut du Nouveau Monde. L'industrie minière est en pleine effervescence : la demande en provenance d'économies émergentes comme la Chine est en croissance, la valeur et les prix des matières premières augmentent. Nous vivons un nouveau boom minier. Comment le Québec peut-il en tirer profit, de manière équitable pour tout le monde, et dans le respect de nos valeurs? Tout cela dans le contexte du Plan Nord et d'une refonte majeure de la Loi sur les mines. Les citoyens ont leur mot à dire. Venez vous faire entendre à l'Institut du Nouveau Monde, de 19 h à 22 h 30 à l'hôtel Château Laurier, 1229, Place George-V Ouest.

14 MARS

Conseil de quartier de Saint-Sauveur
Réunion mensuelle du quartier Saint-Sauveur en présence des conseillers. À 19 h, au Patro Laval, salle de pastorale, 145, rue Bigaouette.

Mercredis agités : Art engagé et féminisme
Avec Émily Laliberté, nous nous interrogeons sur la place, la pertinence et la portée de l'art dans le contexte politique et social actuel. Émily Laliberté, artiste multidisciplinaire, nous présente son travail toujours engagé portant sur la place de la femme, sur son corps, son identité. Par l'entremise de l'art, elle tente de briser les barrières de l'individualisme en abordant des femmes de différents milieux sociaux et aux expériences personnelles multiples.
À 19 h au bar-coop L'AgitéeE, 255, rue Dorchester. Gratuit.

15 MARS

Accessibilité du transport en commun (discussion CAPMO)
Les rencontres mensuelles du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) sont des forums de discussion parfois précédés d'une présentation. Une grande importance est accordée au respect des opinions des participants, dans le but d'offrir une grande liberté de parole. Vous pouvez donc vous exprimer en vos mots, selon vos croyances et valeurs politiques, sociales, spirituelles. Au 435, Du Roi, salle communautaire (2e étage), 18 h 30.

Formation Jardinage écologique en milieu urbain
Cette formation d'une durée de 15 semaines vise à permettre d'acquérir les compétences pour faire un jardin dans différents milieux, tels balcon, toit, cour arrière et jardin communautaire. Seront abordés des sujets comme la méthode lasagne, la biodiversité, le cycle des matériaux et la permaculture. Début : 15 mars. Tous les jeudis de 18 à 21 h. Pour info : 418-523-4580.

19 MARS

Projection-discussion : Eau que je t'aime! Eau secours ! Dix ans déjà !
Dans ce film, les fondateurs d'Eau secours et plusieurs de ses militants rappellent l'histoire de l'organisme devenu une référence incontournable, né du refus de milliers de personnes de faire de l'eau une marchandise. Accompagné de « Porteuses et Porteurs d'eau », artistes qui soutiennent le mouvement, ce film-célébration rend également hommage au travail effectué par des centaines de bénévoles, artistes, scientifiques et comités de citoyens partout au Québec. À 18 h 30, bibliothèque Gabrielle-Roy, salle polyvalente, 3e étage; 50 min. Autres projections : 20 mars à 14 h, 21 mars à 18 h 30 et 22 mars à 14 h. Gratuit.

20 MARS

Fabriquer son bac de jardinage
Venez apprendre à fabriquer votre propre bac de jardinage. Idéal pour les terrains asphaltés, les balcons et les toits. À la fin de la soirée, vous repartez avec votre propre bac à réservoir. Formateur : Robert Bélanger. De 19 h à 22 h, 798, 12e Rue. Contribution volontaire (5 $).

22 MARS

Le RÉPAC et ses groupes membres de Chaudière-Appalaches vous invitent à la formation On passe en mode action pour nos services publics! De 9 h 30 à 14 h 30 au Centre Raymond-Blais à Lévis (6, rue Olympique). Formation gratuite. Un dîner vous sera servi. Inscrivez-vous auprès du RÉPAC au 428-523-4158 ou par courriel à repac@repac.org.

L'homme qui parlait aux autos
Formation ouverte à tous, personnalisée selon vos besoins. La formation L'homme qui parlait aux autos vous guidera dans le choix des conduites à tenir devant certains comportements déroutants que la maladie mentale peut parfois susciter. Déplacement dans vos locaux. Tarif de groupe. De 9 h à 16 h. La Boussole, 302, 3e Avenue. Tél. : 418-523-1502.

24 ET 25 MARS

Expo Manger Santé 2012
Les AmiEs de la Terre sont de nouveau au rendez-vous de l'expo Manger Santé pour y tenir un kiosque et sensibiliser la population aux divers enjeux écologiques liés à l'alimentation. L'événement regroupe plusieurs exposants des secteurs de l'alimentation saine, de l'agriculture biologique, de l'écologie, de la mise en forme et du plein air ainsi que des produits et des services thérapeutiques. Conférences, ateliers et dégustations sont également offerts aux visiteurs. Bénévoles recherchés pour notre kiosque (donne droit à l'entrée gratuite). Au Centre des congrès de Québec. Coût : 12 $ pour les adultes, gratuit pour les moins de 16 ans. *Pour info : www.expomangersante.com.*

26 MARS

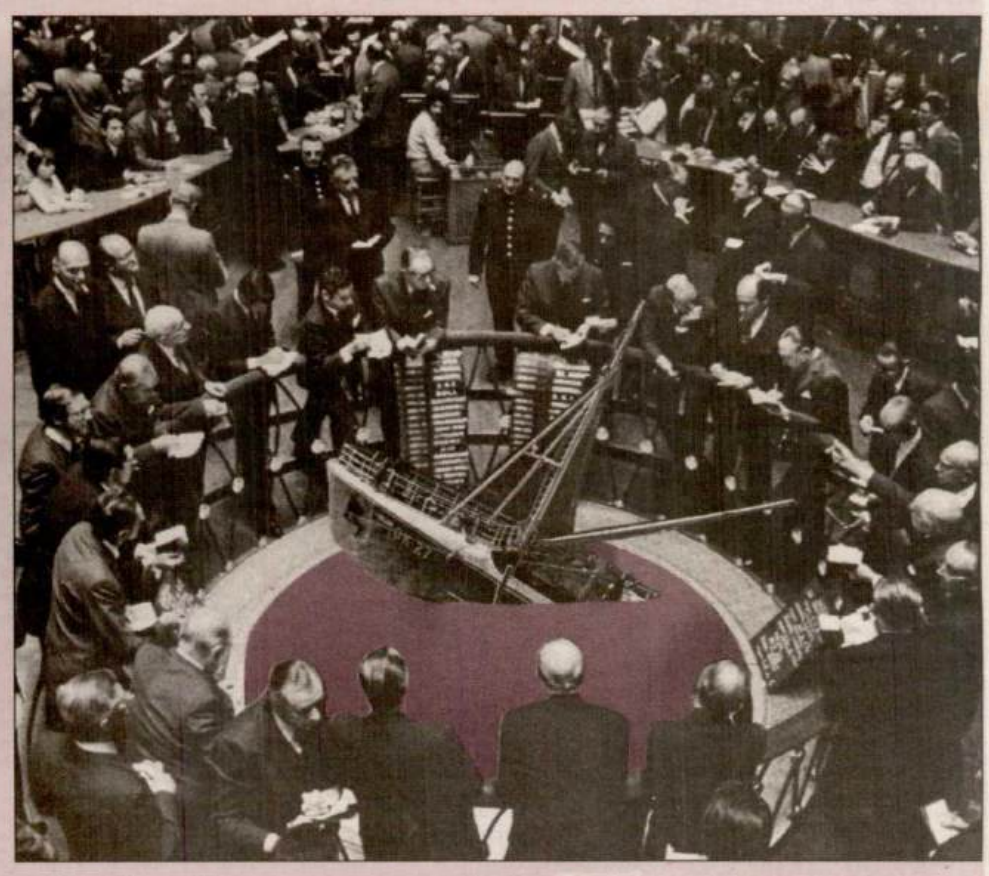
Dîner-formation sur la conscientisation
Une façon de comprendre le monde et de vivre autrement. Rendez-vous à Rose-du-Nord, le regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec. Pour info : 418-622-2620.

28 MARS

Existe-t-il une pornographie féministe?
Le Mois de mars féministe à l'Agitée se termine sur cette question : existe-t-il une pornographie éthique et féministe rejetant les représentations stéréotypées de la femme soumise et de l'homme dominant? Comment la porno peut-elle être subversive? La post-porn féministe se défait des tendances sexuelles qui prévalent dans la culture de masse et pense la pornographie comme pouvoir émancipateur. Julie Chateauvert vient nous en parler.
À 19 h au bar-coop L'AgitéeE, 255, rue Dorchester. Gratuit.

4 AVRIL

Séance d'information sur l'aide sociale
Vous avez des questions à propos de l'aide sociale? Vous aimeriez mieux comprendre comment *ça marche?* L'INFO-DROIT public est ouvert à toute personne désireuse de mieux comprendre quels sont ses droits et ses recours face à l'aide sociale. Pour plus d'info : Rose-du-Nord, 418-622-2620.



ALEX FATTA « Dans l'ère du temps » COLLAGE, 2011